

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 117 (1972)  
**Heft:** 4

**Artikel:** Réflexions sur un envol de robes pastorales  
**Autor:** Bach, Alfred  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-343768>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 01.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Revue militaire suisse

Fondée en 1856 - Paraît tous les mois

**Rédacteur en chef:** Major EMG M-H. Montfort

**Administrateur:** Major E. Juvet

**Administration et édition:**

Association de la Revue militaire suisse, 4, Place Pépinet, 1003 Lausanne, Tél. (021) 22 44 44. Chèques post. 10-5209 - **Impression et expédition:** Imprimeries Réunies S.A. 33, Avenue de la Gare, Lausanne - **Annonces:** Permedia, département de Publicitas S.A. pour la presse périodique. 9-11, rue du Prince, 1211 Genève 3.  
Permedia - 6002 Lucerne Hirschmattstrasse, 36 Tél. (041) 23 66 66

---

**TARIF DES ABONNEMENTS:**

<b>Suisse</b>	1 an: Fr. 22.—	Prix du numéro
<b>Etranger</b>	1 an: Fr. 27.—	Fr. 2.50

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier et continuent jusqu'à révocation écrite.  
Une durée intermédiaire n'est acceptée que l'année de souscription.

---

## Réflexions sur un envol de robes pastorales

Une trentaine de pasteurs et de curés romands viennent d'annoncer au Département militaire fédéral, par une lettre ouverte, qu'ils refusent désormais toute participation à la Défense nationale, désireux, ajoutent-ils, de prendre part d'une manière plus constructive à l'avenir de notre pays. Quarante-trois autres prêtres et pasteurs, sans souscrire tout à fait aux arguments des signataires de la lettre, ont néanmoins tenu à marquer leur solidarité avec leurs collègues.

Que voilà de beaux gestes, qui augurent bien de l'avenir! Ces hommes de Dieu savent ce qu'ils font. Le futur leur appartient. Et je ne vois aucun inconvénient, pour ma part, à ce que les Eglises de notre pays se désolidarisent du pouvoir établi, comme ils disent, puisque cette prise de distance paraît être un des soucis radicaux des signataires de la lettre. A chacun ses préoccupations en définitive. J'ai les miennes. Elles sont lourdes. Mais comment peser les leurs? De toute évidence, c'est une constante de l'Histoire que les Eglises s'appuient sur le bras séculier pour affermir leur domination sur les peuples. Quitte à se défaire de

cette encombrante présence une fois assises. Il me semblait tout au plus que l'heure de ces marchandages était passée chez nous depuis belle lurette. On peut se tromper. Passons! Je ne vois pas d'inconvénient non plus à ce que les Eglises s'engagent toujours davantage « au service de la communauté en vue de la construction d'une société plus juste, plus humaine, plus fraternelle et plus universelle », tant cette aspiration me paraît conforme à leur vocation première. Davantage, — à toute vocation teintée d'humanisme. Erasme déjà... glissons! Pourtant un doute m'assiège. Puis-je demander en toute innocence si nos clercs, vêtus de lin blanc et de probité candide, ont conscience de vivre en Suisse? Quelque gêne que j'éprouve, il me faut bien l'exprimer: leur prise de position me paraît relever d'erreurs de coordonnées, minimales assurément, mais non négligeables s'ils attendent de vous et de moi, tous membres de leur Eglise, que nous nous situions par rapport à leur factum. Que c'est gênant!

Osons-le pourtant. Que je sache, nous ne vivons ni en Grèce, patrie des colonels, ni en Espagne, ni en Russie, patrie de toutes les libertés, ni en Amérique du Sud. Qu'il m'en coûte de rappeler tant de truismes! Le pouvoir établi à Berne, dans les Cantons et les Communes est celui-là même que le peuple helvétique se choisit, à périodes régulières, de son plein gré. Ai-je été abusé sur toute la ligne? Aurais-je ignoré que les partis, auxquels tant de gens accrochent leur confiance, étaient stipendiés par un Etat-Moloch aux fins d'assurer la permanence des gouvernants contre les opinions fondamentales et la volonté de l'électorat? Serais-je par hasard demeuré pendant un demi-siècle dans l'ignorance de cette conjuration des puissants? Je demande pardon de mon aveuglement, publiquement.

Trêve de balivernes! Courons à d'autres surprises de taille! La conspiration hante les rues. L'armée, affirment nos signataires, « intervient à l'intérieur du pays pour rétablir l'ordre... contre le peuple, en particulier les ouvriers, les paysans, les jeunes ». Que ne le disait-on plus tôt! Mais quelle malchance! En quelque trente ans d'activité au sein de cette armée, l'occasion ne m'a jamais été offerte de refuser l'ordre d'un gouvernement impie de diriger mes armes et celles de mes subordonnés contre tout ce monde-là. Tout au plus les autorités de ce pays m'engagèrent-elles à prêter aide à ces mêmes agriculteurs en leur fournissant un contingent de bras au moment des récoltes. C'était pendant la

dernière mobilisation de guerre, il est vrai. Combien les choses ont dû changer depuis ce moment, sans que je m'en avise! Ainsi on s'habitue au pire sans y prendre garde. Mais on ne saurait demeurer innocent au sein de l'iniquité, quand bien même elle s'entendrait à déguiser ses traits. Je déplore mon absence de perspicacité. Tout simplement.

Détrompez-vous, je ne suis pas au terme de mes découvertes. Voyez plutôt. L'armée, affirment nos clercs, « ne sert pratiquement plus que les intérêts des puissances économiques et financières ». Ainsi, les employés, les agriculteurs, les ouvriers, les patrons, jeunes ou moins jeunes, que je vis, l'an dernier encore, accomplir sereinement leurs obligations militaires, côte à côte, tous étaient victimes d'une machination des puissances de l'argent. Tous dupes. Quelle horreur! Et quel réveil demain quand ils liront votre lettre ouverte, Messieurs les Clercs! Craignez qu'ils n'égorgent le quarteron d'industriels, d'employés complices, de managers, de banquiers, artisans de ce mystère d'iniquité! Et vous avec, pour faire le poids! Donc ce peuple, féru candidement d'indépendance et de paix, ne serait que l'instrument aveugle de puissances maléfiques? On croit rêver. Il était temps que vous parliez. Grâce soient rendues aux dénonciateurs de cet obscur manège!

Vous dénoncez, il est vrai, d'autres martyrs innocents: les objecteurs de conscience, victimes expiatoires de « lois arbitraires ». Ils verront leur procès révisé. Vous nous l'annoncez. Sachons nous en réjouir. En vérité, nul ne saurait demeurer digne de la considération de ses semblables qui n'a pas préalablement transgressé les lois de la nation, tout au moins dans la Suisse future, idyllique, que vous nous dépeignez. Soyons bons princes pendant que nous y sommes. L'excellence du citoyen se mesurera demain à son pouvoir d'enfreindre toutes les règles sociales. Ne sont-elles pas, en dernière analyse, d'odieux mirages destinés à jeter une humanité sans astuce hors des chemins de la raison? Un doute m'effleure: n'avons-nous pas entendu cela déjà? Peste soit du doute!

J'ai exprimé assez haut jusqu'ici ma stupéfaction attristée d'avoir appris tant de choses confondantes pour avoir le droit d'exprimer mon désaccord avec vous, mes censeurs, sur un point. Sur un tout petit point seulement, j'enrage de l'avouer.

Le temps du sou dominical pour le rachat d'un petit nègre est révolu, vous en conviendrez. Chaque homme de bonne volonté participe aujourd'hui à l'effort de construire « une société plus juste, plus humaine,

plus fraternelle et plus universelle ». Dieu que ces choses sont bien dites! Il y participe à plus forte raison qu'il est homme, et que la société n'est rien d'autre, somme toute, que son propre milieu. Autant que ce milieu soit vivable après tout! Et celui des autres aussi, si l'on a un petit bout d'imagination et de sensibilité. Qualités dont ce pays ne manque pas en définitive qui, sans compter l'aide directe à la coopération technique, soutient quelques dizaines d'organismes accomplissant à l'étranger un travail d'autant plus méritoire qu'il est plus méconnu. Notre effort en faveur des communautés étrangères pauvres est-il sans commune mesure avec notre richesse nationale? C'est bien possible. Mais confessons que l'idée de cette assistance est neuve. Les esprits doivent d'abord s'y faire. Peut-être s'y seraient-ils faits plus tôt si nos clercs s'étaient ingéniés à éveiller la conscience des foules à la solidarité universelle au lieu de les sensibiliser à des querelles byzantines. Depuis des siècles l'humanité a été plus diligemment instruite de la supériorité de telle religion sur toutes les autres que de ses devoirs de fraternité globale. Pour des hommes humbles et pieux, peu importe que Dieu soit servi dans telle Eglise ou telle autre. L'important est qu'il le soit, et bien. Peut-être l'idée de l'assistance aux pays peu développés a-t-elle jailli précisément au cœur de ces hommes humbles et réellement pieux, étrangers à la fascination d'absurdes cloisonnements théologiques, plutôt.... Mais laissons cela. Je ne saurais chercher une mauvaise querelle à de saintes gens.

Je vous ai parlé librement, sans fard, je m'en excuse. Reprenons nos distances.

On peut comprendre que les signataires de la lettre au Département militaire fédéral soient pressés de rattraper le temps perdu. Le sera-t-il jamais? En tout cas, se saisissant au vol d'une idée laissée à la traîne par d'autres, ils admettent implicitement l'absence d'impact des Eglises actuelles sur l'esprit public. Jadis elles prêchaient une charité en vérité un peu courte, mais qui s'exerçait réellement. Les assurances sociales lui ont donné le coup de grâce. Prêchaient-elles des Croisades qu'aussitôt les peuples s'y précipitaient, abandonnant leurs biens. Connaissant l'attachement des hommes pour leurs biens, on mesure leur sacrifice. Plus question de prêcher une Croisade de nos jours! Celle de l'entraide internationale par exemple. Foin des grandes émotions spirituelles! Leur temps est révolu, lui aussi. Et c'est trop fatigant.

Pourtant, il faut refaire un monde chrétien, soupire la multitude des croyants. — Qu'à cela ne tienne! vocifèrent les fonctionnaires de la vertu; faisons de l'agitation sociale. L'Etat paiera la casse.

Il faut aider les déshérités, murmurent les simples. — C'est enfantin! Exerçons un racket sur les deniers que la nation consacre à sa légitime défense, tout sera dit. Soyez sans crainte, on fabrique un altruisme de bonne qualité avec l'argent des autres.

Que dites-vous? Que la nation est capable d'admirables élans de générosité si l'on fait appel à son bon cœur? — Pouah! Traitons-la en enfant, non en adulte. Faisons appel à ses ressentiments si elle en a. Ils sont tellement plus proches de nous que son cœur. Plus intéressants aussi. Et puis! Pourquoi nous compliquerions-nous la tâche? Il faut être sage et prendre où il y a.

Que professent encore nos serviteurs du culte? Qu'il faut instaurer un nouvel ordre de priorité? Certes, de toute urgence restaurez la primauté du spirituel sur les actions sociales incohérentes! Le rôle des Eglises d'hier consistait à préparer les hommes à vivre et à mourir en accord avec une idée altière de la créature. Insoucieux de ces bagatelles, des clercs d'aujourd'hui supputent les succès qu'ils pourront obtenir sur les masses en usant des ressorts démagogiques les plus éculés. Sans doute César a-t-il toujours été plus accessible que Dieu; rien d'étonnant s'ils en appellent à celui dont la réponse leur paraît assurée dans l'immédiat. Qu'importe d'ailleurs! Quand les hommes d'Eglise font de la politique, les laïques sont obligés de se charger eux-mêmes d'assurer leur salut. Et il est douteux que le Tout-Puissant leur en tienne rigueur.

Colonel EMG Alfred BACH

